

Seul le texte prononcé fait foi

**24 Janvier du PLRL**

Lausanne, 24 janvier 2011

**Intervention de  
M. Pascal Broulis  
Président du Conseil d'Etat**

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je viens passer ce 24 Janvier avec vous, libéraux et radicaux lausannois, alors que d'importantes échéances sont à notre porte.

En novembre dernier, nous avons victorieusement défendu notre fédéralisme fiscal.

Bientôt, il s'agira de garder à nos soldats la responsabilité de conserver leur arme à la maison ;

De garder ouvertes à notre économie toutes ses options énergétiques, y compris celle de la force nucléaire ;

Toutes ses options de transport aussi, en ne déshabillant pas la route pour habiller le rail, comme le voudraient certains.

Il s'agira de ne pas céder aux sirènes qui prônent rabais d'impôts ou salaires minimaux, tout en voulant priver le canton des ressources de l'impôt sur la dépense.

De rappeler enfin que c'est la citoyenneté suisse qui donne le droit de vote vaudois, et non le simple choix, fut-il ancien, de résider dans ce pays.

Et puis, successivement lors des élections communales, fédérales et cantonales nous aurons à faire valoir notre bilan.

Ce bilan est positif.

Au moment de se mettre en ordre de bataille pour ces échéances, j'aimerais revenir sur les valeurs que nous défendons.

Vous les connaissez, vous savez que je les ai profondément faites miennes,

Liberté – solidarité – responsabilité sont notre trilogie

Aujourd'hui, la commémoration de l'indépendance vaudoise nous invite à méditer tout spécialement sur l'un des trois termes de ce triangle, qui est la liberté.

Elle se décline sous de nombreuses formes, qui nous sont également chères :

Liberté de s'exprimer, de penser, liberté de mener une activité économique profitable, pour soi comme pour la société.

Toutes ces libertés sont attaquées.

Une systématique qui nous vient de gauche, consiste à quadriller la vie sociale d'une multitude d'interdits.

La semaine dernière encore, nos députés ont du batailler pour que l'Etat n'impose pas leurs menus aux écoliers.

Alors que la seule assiette qui soit de son ressort, rappelons-le, est l'assiette fiscale !

De la cigarette au volant aux jeux vidéos violents, des 4x4 à la fourrure, des descentes en poudreuses aux minarets, des distributeurs de boissons sucrées aux crucifix dans les édifices publics, il n'est de

jour ou résonne l'appel à de nouvelles interdictions.

Je n'en ferai pas la liste complète, nous y serions encore demain.

Cette accumulation normative est perverse.

Elle représente exactement ce que nous combattons à travers notre initiative contre la bureaucratie excessive.

Elle se cache derrière le bouclier de la prévention, se camoufle dans les vêtements de la précaution, se déguise du cocon de la prise en charge

Elle ne vise qu'à corseter les comportements.

C'est une dérive dont je viens de m'inquiéter dans notre journal, la *Nouvelle Revue*.

Je ne suis heureusement pas le seul.

Le magazine *Entreprise romande* vient de consacrer l'intégralité de son dernier numéro à une édifiante récapitulation.

Cette dérive nous mine.

Ce culte de l'interdit venu de gauche ne favorise pas la cohésion.

Il évacue la responsabilité tout en ignorant – c'est un comble – la sécurité.

Une sécurité, qui passe aussi par d'utiles caméras de vidéosurveillance.

Une sécurité qui n'est pas liberticide, mais garante de liberté, car on ne s'épanouit pas dans la crainte, et pas davantage dans la violence.

Ces réalités, nous devons les rappeler, continuellement.

Les campagnes qui s'ouvrent y serviront.

Et nous devons aussi changer de ton.

Parce que nos valeurs sont justes, nous avons tenus à les défendre.

Mais cela nous a trop longtemps conduit à adopter, justement, un discours défensif.

Or, il est temps de parler de reconquête !

Nous pouvons la mener à bien.

Nous avons les candidats pour cela : expérimentés, pugnaces, enthousiastes.

A Montreux un premier succès a été engrangé.

A Lausanne, notre excellent ticket bouscule déjà le ronronnement sclérosé des débats.

Petit à petit, nous construisons le changement de majorité que nos villes méritent.

J'ose dire : que nos villes attendent !

Ne serait-ce, et je pense ici en particulier à Lausanne, que pour retrouver des budgets équilibrés, des dettes réduites, une caisse de pension saine.

Je sais que vous vous y employez, au Conseil communal, comme dans les médias.

Je ne puis que vous encourager à poursuivre ce travail, et je vous félicite de votre engagement.

Je salue votre esprit combatif, votre élan de proposition, votre sérieux de conception de la gestion d'une collectivité publique !

Ce labeur de tous les instants portera ses fruits !

Notre reconquête est lancée.

Je vous remercie de votre attention !

Pascal Broulis